



## Conseil de sécurité

Distr. générale  
25 mars 2008  
Français  
Original : anglais

---

**Lettre datée du 17 mars 2008, adressée au Président  
du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil  
de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) concernant  
la lutte antiterroriste**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le rapport que le Niger a présenté au Comité contre le terrorisme en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Président du Comité du Conseil de sécurité  
créé par la résolution 1373 (2001)  
concernant la lutte antiterroriste  
(Signé) Neven Jurica



**Annexe**

[Original : français]

**Note verbale datée du 10 mars 2008, adressée au Président  
du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution  
1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste  
par la Mission permanente du Niger auprès de l'Organisation  
des Nations Unies**

La Mission permanente de la République du Niger auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Président du Comité contre le terrorisme et a l'honneur de lui faire parvenir ci-joint le rapport 2007 relatif aux mesures prises par le Niger pour lutter contre le terrorisme (voir pièce jointe).

**Pièce jointe****Rapport national du Niger 2007  
au Comité contre le terrorisme  
du Conseil de sécurité des Nations Unies**

Consciente que les actes de terrorisme constituent une menace à la paix et à la sécurité internationale, la communauté internationale a, par la Résolution 1373 du Conseil de Sécurité des Nations Unies du 28/09/2001 et d'autres instruments universels contre le terrorisme, demandé aux Etats de devenir parties à ces instruments, de les ratifier et de prendre toutes les mesures supplémentaires pour prévenir et réprimer sur leur territoire, par tous les moyens licites, le financement du terrorisme et la préparation de tout acte de terrorisme, d'empêcher le mouvement de terroristes en instituant des contrôles efficaces aux frontières, ainsi que des contrôles lors de la délivrance de documents d'identification et de documents de voyage. Ces mêmes instruments prescrivent aux Etats de trouver les moyens d'intensifier et d'accélérer l'échange d'une information opérationnelle, d'échanger des renseignements conformément au droit international et national, de coopérer en particulier dans le cadre d'accords et d'aménagements bilatéraux et multilatéraux aux fins de prévenir et réprimer les actes de terrorisme et de prendre des mesures contre les auteurs de tels actes. Ils les invitent également à coopérer davantage et à appliquer intégralement les conventions et protocoles internationaux ainsi que les résolutions pertinentes relatives au terrorisme 1267 (1999) et 1368 (2001) etc...

Pour satisfaire ces exigences en tant qu'Etat membre des Nations Unies et soucieux du respect du Droit International, le Gouvernement Nigérien a pris plusieurs mesures. Celles-ci se traduisent par les actes suivants :

- l'adhésion et la ratification des instruments universels contre le terrorisme ;
- l'incorporation de ces instruments dans l'ordonnancement juridique interne ;
- l'incorporation des dispositions de la résolution 1373 ;
- la mise en place de structures chargées du suivi des décisions prises ;
- enfin le développement d'accords bilatéraux et multilatéraux.

#### **I. LES MESURES D'ADHESION ET DE RATIFICATION**

La dernière mise à jour du statut de ratification, fait état de dix (10) instruments universels contre le terrorisme ratifiés par le Niger sur les seize (16) existants.

**Le tableau ci-après illustre la liste des instruments universels ratifiés par le Niger :**

N°	Objet	Loi	Décret de publication	Lettre de ratification	observation
1	Convention relative aux infractions et à certains autres actes survenus à bord d'aéronef, adoptée à Tokyo, le 19/02/1971.	N°71-03 du 29/11/1971			

2	Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronef, adoptée à la Haye, le 16/02/1970 et signée le 19/02/1971.	N°71-30 du 06/09/1971	N°76-195/PCMS/MAE/C du 20/11/1976		
3	Convention pour la répression d'actes illicites dirigée contre la sécurité de l'aviation civile, adoptée à Montréal, le 23/09/1971.	N°72-9 du 05/04/1972		Signée le 06/03/1972 ratifiée le 01/09/1972	
4	Convention sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques adoptée le 14/12/1973.	Ordonnance n° 85-10 du 13/05/1985	N° 85-81/PCMS/MAE/C du 05/06/1985	Signée le 14/12/1973 ratifiée le 17/06/1985	
5	Convention internationale contre la prise d'otage adoptée le 18/12/1979 (ONU).	Loi n°2003-044 du 17/11/2003		Lettre/R n°0038/PRM du 14/09/04	BE n°105/MAE/C/DAJC Mult 1 du 28/09/04 à la MPN
6	Protocole pour la répression des actes illicites de violences dans les aéroports servant à l'aviation civile internationale signée à Montréal le 24/02/1988.	Loi n°2004-09 du 02/01/2004	Décret n°2004-243/PRM/MAE/C du 13/09/04.	Lettre/R n° 0029/PRM du 28/07/04	BE n°91/MAE/C/DAJC Mult 1 du 27/08/04 à la MPN
7	Convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime adoptée le 10/03/1988 à Rome (Italie).	Loi n°2004-43 du 17/11/2003		Lettre/R n° 0045/PRN du 14/09/04	BE n°102/MAE/C/DAJC Mult 1 du 28/09/04 à la MPN
8	Convention sur le marquage des explosifs plastiques et en feuilles aux fins de détection, adoptée à Montréal (Canada), le 1 <sup>er</sup> /03/1991.	Loi n°2003-042 du 17/11/2003		Lettre/R n° 0038/PRN du 14/09/04	BE n°103/MAE/C/DAJC Mult 1 du 28/09/04 à la MPN
9	Protocole pour la répression d'actes illicites de violences contre la sécurité des plates formes fixes sur le plateau continental, adopté à Rome (Italie), le 10/03/1988	Loi n°2004-35 du 02/06/2004	Décret n°2004-28/PRN/MAE/C du 13/09/2004	Lettre/R n° 0030/PRN du 29/07/2004	BE n°00092/MAE/C/DAJC Mult 1 du 27/08/04 à la MPN
10	Convention internationale pour la répression des	Loi n°2003-040 du 07/11/2003		Lettre/R n° 0040/PRN	BE n°104/MAE/C/DAJC

	attentats terroristes à l'explosif, adoptée à New York par l'Assemblée Générale des Nations Unies le 15/12/1997.			du 14/09/04	Mult 1 du 28/09/04 à la MPN
11	Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme adoptée à New York par l'Assemblée Générale des Nations Unies le 9/12/1999.	Loi n°2003-041 du 17/11/2003	Décret n°2004-250/PRN/MAE/C du 13/09/2004	Lettre/R n° 0035/PRN du 27/08/04	BE n°006316 /MAE/C/DAJC Mult 1 du 10/09/04 au SG ONU
12	Convention sur la protection physique des matières nucléaires adoptée à Vienne le 13/03/1980.	Loi n°2004-023 du 02/06/2001		Lettre/R n°0028/PRN du 28/07/04	BE n°0561/ MAE/C/DAJC Mult 1 du 18 Août 2004 transmise au DG de l'AIEA

Il convient de noter que deux (2) des instruments de ratification (8) et (9) ont été déposés au Secrétariat Général des Nations Unies et non au Secrétariat de l'OACI ou de la Fédération de Russies, du Royaume de Grande Bretagne et l'Irlande du Nord.

Le Gouvernement de la République du Niger met tout en œuvre pour déposer selon la procédure adéquate les instruments de ratification afin de dûment les enregistrer.

Par ailleurs le Gouvernement vient d'adopter le jeudi 31/01/2008, le projet de loi portant ratification de la convention internationale pour la répression du terrorisme nucléaire adoptée à New York le 13/04/2005.

Ce projet de loi sera transmis à l'Assemblée Nationale pour adoption.

A ce jour, sur les 16 instruments universels, seuls trois (3) ne sont ni ratifiés, ni adoptés par le Niger. Il s'agit de :

- l'Amendement à la convention sur la protection physique des matières nucléaires fait à Vienne le 08/07/2006 ;
- le Protocole relatif à la convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de la navigation maritime conclue à Vienne le 14/10/2005 ;
- le Protocole relatif au protocole pour la sécurité des plates formes fixes situées sur le plateau continental signé à Londres le 14/10/2005.

## II. LES MESURES LEGISLATIVES PRISES PAR LE NIGER

La loi n°61-27 du 16 juillet 1961 portant institution du code pénal au Niger modifiée et complétée par la loi 2003-25 du 13 juin 2003 consacre plusieurs dispositions réprimant les attentats contre les personnes, les crimes et délits contre la propriété.... On peut citer principalement et à titre illustratif les dispositions ci-après :

Les articles, 222 et suivants du code pénal incriminent de manière générale tous les actes de violence. Ces dispositions sont conformes aux articles 1-a et 1 bis a de la convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'Aviation Civile (Montréal 1971) et le protocole pour la répression des actes illicites

de violence dans les aéroports servant à l'aviation civile internationale, complémentaire à la convention susdite.

S'agissant des infractions prévues aux articles 1-b, 1-c, 1-d, et 1 bis b de la convention susdite, elles sont partiellement incriminées par les articles 378, 379, 380, 384 et 385 du code pénal.

Par rapport à la convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs (la Haye, 1970) la législation nigérienne est conforme à la dite convention.

En effet l'article 1er de la convention est incorporé dans le code pénal en son article 399-1 issu de la réforme de 2003 (loi 2003-26 du 13/08/2003).

Aux termes de cette disposition : « toute personne qui, par violence ou menace de violence, s'empare d'un aéronef ou en exerce le contrôle sera punie d'un emprisonnement de 10 à 20 ans.

S'il en est résulté de ces actes, des blessures ou maladies, la peine sera celle de 20 à 30 ans.

S'il en est résulté la mort d'une ou plusieurs personnes, la peine de mort sera prononcée.

Dans le cas prévu à l'alinéa 1, la peine sera réduite à l'emprisonnement de 5 à moins de 10 ans, si le coupable restitue spontanément le contrôle de l'aéronef à son commandant ou aux autorités légitimes ».

Les articles 285, 286 et suivants qui répriment les attentats à la liberté individuelle (arrestations et séquestrations arbitraires) sont également conformes à la convention internationale contre la prise d'otages (New York, 1979). (confère également les articles 2, 48, 49 et 208 du code pénal).

Avec la ratification des douze (12) instruments universels contre le terrorisme, le Niger a entrepris une vaste réforme visant à incorporer ces instruments dans son ordonnancement juridique interne.

Les réformes ont concerné les domaines suivants :

#### **A. le code pénal :**

Outre les réformes intervenues en 2003 (loi 2003-25 du 13 juin 2003 modifiant la loi n°61-27 du 16 juillet 1961 portant institution du code pénal), le conseil des Ministres vient d'adopter le 17 Janvier 2008, le projet de loi modifiant le code pénal. Ce projet de loi intègre mais aussi les instruments universels adoptés en 2005 et non encore ratifiés par le Niger.

Ce projet doit permettre la mise en œuvre du cadre juridique mondial contre le terrorisme au Niger.

Ainsi, désormais seront incriminées ;

- toutes les infractions contre la sécurité de l'aviation civile, des transports terrestres et fluviaux ;
- les infractions contre la sécurité des navires et plates formes fixes. Dorénavant le fait de se livrer à un acte de violence à l'encontre d'une personne se trouvant à bord d'un navire ou d'une plate-forme fixe, si cet acte est de nature à compromettre la sécurité de la navigation du navire ou de la plate forme, la destruction d'un navire, d'une plate forme fixe ou le fait d'endommager ces installations tombent sous le coup de la loi pénale. Il en sera de même de :
  - la prise d'otages ;
  - les infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale ;
  - les attentats terroristes à l'explosif ;
  - la détention des matières radioactives, la fabrication ou la détention d'un engin dans l'intention d'entraîner la mort d'une personne ou de lui causer des dommages corporels graves, ou dans l'intention de causer des dégâts substantiels à des biens ou à l'environnement.

L'emploi de quelque manière que ce soit des matières ou engins radioactifs constituera des actes de terrorisme nucléaire tombant sous le coup de la loi pénale.

Le projet de loi punit également le financement du terrorisme. Ainsi le fait de fournir ou de réunir directement ou indirectement, illicitement et délibérément, des fonds dans l'intention de les voir utilisés ou en sachant qu'ils seront utilisés, en tout ou partie, en vue de commettre des actes terroristes sera puni par la présente loi. L'infraction est constituée même si les fonds collectés n'ont pas été effectivement utilisés dans sa commission.

Le recrutement d'une personne pour commettre ou participer à la commission de l'une ou de plusieurs infractions prévues par ce projet de loi sera également puni.

Par rapport à la prescription le projet propose un régime dérogatoire au droit commun. En effet aux termes de l'article 399-22, le délit se prescrit par 10 ans et le crime par 20 ans.

S'agissant de la compétence, toutes les infractions restent de la compétence du Tribunal de Grande Instance de Niamey en ce qui concerne les délits et de la Cour d'Assises de Niamey pour les crimes.

Le délai de garde à vue déroge également à la règle de droit commun. Il sera de 72 heures renouvelable une seule fois.

#### **B. le code de procédure pénale :**

Par les modifications intervenues en 2003 et 2004 (lois 2003-026 du 13 juin 2003 et 2004-21 du 16 Mai 2004 modifiant la loi n°81-33 du 14 Août 1981 portant institution du code de procédure pénale) et les dispositions déjà existantes, le législateur nigérien a eu pour souci d'élargir la compétence des juridictions Nigériennes aux crimes et délits commis à l'étranger en s'orientant le plus possible



vers le principe de « Juger ou d'extrader » ( articles 642, 642-1, 643, 647, 648). Aussi avec l'application de ce principe aucune infraction ne peut donc échapper aux juridictions Nigériennes.

### **Compétence des juridictions nigériennes**

#### **Actes commis au Niger**

Les articles 42, 47, 363 et 648 du code de procédure pénale donnent compétence aux juridictions du Niger pour connaître de toutes les infractions commises au Niger ou dont l'un des éléments constitutifs a été commis au Niger.

#### **Actes commis à l'étranger**

##### **• Par un Nigérien**

L'article 642 du code de procédure pénale donne compétence aux juridictions Nigériennes pour connaître des crimes et délits commis à l'étranger par un Nigérien avec la réserve pour les délits qu'ils soient punis par la législation du pays où ils ont été commis.

##### **• Par un Etranger**

L'article 642-1 du code de procédure pénale donne compétence aux juridictions Nigériennes pour connaître des crimes commis hors du territoire du Niger par des étrangers lorsque la victime est de Nationalité Nigérienne.

Par rapport à la Résolution 1373 des mesures suivantes ont été prises :

Voir également loi n°2006-17 du 21/06/06 portant sûreté et sécurité nucléaire et Protection contre les dangers des rayonnements ionisants.

### **C. Par Rapport à la Résolution 1373 :**

#### **Paragraphe 1 :**

- a) Outre la ratification par le Niger de la convention Internationale pour la répression du financement du terrorisme, un projet de loi modifiant et complétant le code pénal dont l'article 399-17 réprime le financement du terrorisme a été adopté en conseil des ministres le 17 janvier 2008.
- b) Aux termes de l'article 399-12 de la même loi, sera punie d'un emprisonnement de 15 à 30 ans toute personne qui, par quelque moyen que ce soit, directement ou indirectement, illicitement et délibérément, fournit ou réunit des fonds dans l'intention de les voir utilisés ou sachant qu'ils seront utilisés en tout ou partie en vue de commettre un acte de terrorisme.
- c) Le même article susvisé prévoit la confiscation de fonds ainsi réunis ; quant à l'article 399-26, il prévoit le gel des avoirs et fonds.

#### **Paragraphe 2 :**

- a) et b) le Niger a ratifié la convention Internationale pour la répression du financement du terrorisme qui interdit aux Etats signataires d'apporter toute forme d'appui aux entités ou personnes impliquées dans des actes terroristes.

- c) La loi 97-016 du 20 juin 1997 portant statuts des réfugiés en son article 3 n'accorde pas le statut de réfugiés à toute personne qui a commis un crime contre la paix ou tout crime à caractère non politique en dehors du pays d'accueil avant d'être admis comme réfugié ou qui s'est rendu coupable d'agissement contraires aux buts et aux principes des Nations Unies.
- d) et e) Les actes de terrorisme et leur financement sont réprimés par le projet de loi.
- f) Outre les articles 12, 13, 14 et 15 de la convention internationale pour la répression du financement du terrorisme qui traitent d'entraide Judiciaire le Niger a signé des conventions bilatérales et multilatérales y relative (voir liste ci-dessous).

#### **8. LISTE DES CONVENTIONS ET ACCORDS DE COOPERATION JUDICIAIRE :**

1. Convention de coopération judiciaire entre la République du Niger et la République Algérienne Démocratique et populaire (Niamey 12 avril 1984)
2. Convention de coopération en matière judiciaire entre la République du Niger et la République Française (Niamey 19 février 1977)
3. Convention générale de coopération en matière de justice entre le Niger et le Mali (Niamey le 22 avril 1980)
4. Accord de coopération judiciaire entre le gouvernement de la République du Niger et le gouvernement Militaire Fédéral du Nigeria signé à Maiduguri le 18 juillet 1990.
5. Convention relative à la coopération en matière judiciaire entre les Etats parties à l'accord de non-agression et d'assistance en matière de défense (ANAD) signée à Nouakchott le 21 avril 1987.
6. Convention de la CEDEAO/A/PI/8/94, relative à l'extradition signée le 06 août 1994 à Abuja ;
7. La convention de la CEDEAO/ A/P1/7/92 sur l'entraide judiciaire en matière pénale adoptée à Dakar le 29/7/1992 ;
- 8 La convention de coopération et d'entraide en matière de justice entre les Etats membres du Conseil de l'Entente signée à YAMOUSSOUKRO le 20-02-1997 ;
9. Traité de conciliation de règlement judiciaire et d'arbitrage entre le Niger et La Confédération Suisse signé le 02/08/1963

10. Accord de coopération en matière de police criminelle entre les Etats membres de la communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).
11. Accord de coopération judiciaire entre le Parquet Populaire Suprême de la République Populaire de CHINE et le Ministère de la Justice et des Droits de L'Homme de la République du Niger signé, le 30/08/2001,
12. Convention en matière de Sécurité entre les Etats Membres de la Communauté des Etats Sahelo-Sahariens (CENSAD) adoptée le 15/05/2004 à Bamako, Ratifiée suivant loi 2007-17 du 21/06/2007.

### **LISTE DES CONVENTIONS BILATERALES ET MULTILATERALES EN INSTANCE**

- Projet de convention entre la République du Niger et le Royaume du Maroc relative à l'entraide judiciaire en matière civile et commerciale.
- Projet de convention de lutte contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes entre les Etats membres de la communauté des Etats Sahélo Sahariens (CEN-SAD).
- Projet de convention sur l'entraide judiciaire entre les pays membres de la communauté des Etats sahélo- sahariens CEN- SAD ;
- Convention d'entraide judiciaire en matière pénale et d'extradition entre la Jamahiriya Libyenne et la République du Niger.

- g) L'article 399-25 du code pénal prescrit que des perquisitions soient menées à tout moment et en tout lieu pour déceler les infractions en matière de terrorisme

### **Paragraphe 3 :**

- a) L'échange d'informations se fait par le canal d'Interpol dont le Niger est membre.
- b) L'échange de renseignements se fait via Interpol et les mécanismes prévus par les conventions d'entraide judiciaire multilatérale et bilatérale.
- c) Le Niger a, comme spécifié ci-dessus, signé plusieurs accords de coopération et d'entraide judiciaire
- d) Comme il a été dit au paragraphe 1, a-2, b et f, le Niger est partie à la convention internationale pour la répression du financement du terrorisme, ratifiée le 17 Novembre 2003.
- e) Outre les conventions internationales, les accords de coopération et d'entraide Judiciaire et les protocoles internationaux relatifs au terrorisme existants déjà et ratifiés par le Niger, d'autres accords et conventions sont en voie d'être conclus ou ratifiés (confère point f du Paragraphe 2).

- f) La loi 97-016 du 20 juin 1997 portant statut des réfugiés n'accorde pas le statut de réfugié à toute personne qui a commis les infractions suivantes :
- 1) crime contre la paix, crime de guerre ou crime contre l'humanité au sens des instruments internationaux élaborés pour prévoir les dispositions relatives à ces crimes.
  - 2) agissements contraires aux buts et aux principes des Nations Unies. De même, cette loi retire le bénéfice du statut de réfugié à toute personne se trouvant dans les cas suivants :
    - o si la personne a commis un crime grave de caractère non politique en dehors du pays d'accueil après y avoir été admise comme réfugiée ;
    - o si elle a été reconnue coupable d'atteinte à l'ordre public dans le pays d'accueil.
- g) Les conventions internationales sur la répression des attentats terroristes à l'explosif et pour la répression du financement du terrorisme, ratifiées par le Niger le 17/11/2003 et interdisent à tout Etat membre de considérer les motivations politiques comme pouvant justifier le rejet d'une demande d'extradition de terroristes présumés.

- **Lutte contre le blanchiment de capitaux :**

Le Niger dispose à ce jour d'une législation complète.

En effet, conformément à la directive communautaire n°07-2002/CM/UEMOA du 19 septembre 2002 relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux dans les Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) notamment en ses articles 36, 37, 39, 40, 41, 42, et 43, le Niger a adopté le 08 juin 2004, la loi n°2004-41 portant sur la lutte contre le blanchiment de capitaux.

De par son objet et son champ d'application, cette loi constitue, sans nul doute, un outil efficace de prévention et de répression de différentes formes de blanchiment de capitaux.

Par son objet, cette loi définit le cadre juridique relatif à la lutte contre le blanchiment de capitaux afin de prévenir l'utilisation des circuits économique, financier et bancaire de l'Union à des fins de recyclage de capitaux ou de toute fin d'origine illicite.

S'agissant de son champ d'application, la nouvelle loi s'applique aussi bien aux personnes physiques qu'aux personnes morales de droit public ou privé (banque centrale, agences de voyages et organisations non gouvernementales, Trésor public y compris les membres des professions juridiques indépendantes lorsqu'ils représentent ou assistent des clients en dehors de toute procédure juridique) qui, dans le cadre de leur profession, réalisent, contrôlent ou conseillent des opérations entraînant des dépôts, des échanges, des placements, des conversions ou tout autre mouvement de capitaux ou de tout autre bien.

La nouvelle loi impose aux personnes précitées une obligation particulière de renseignement des clients par les organismes financiers et un devoir de surveillance de certaines opérations, de conservation et de communication des documents. Elles sont soumises à une déclaration de soupçon.

En application de l'article 16 de la loi susvisée, il a été adopté le décret n°2004-262/PRN/ME/F du 14 septembre 2004, portant création organisation et fonctionnement de la Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (Centif).

L'article 17 de la loi définit la Centif, comme « un service administratif doté de l'autonomie financière et d'un pouvoir de décision autonome sur les matières relevant de sa compétence.

La cellule est chargée notamment de recevoir, d'analyser et de traiter les renseignements propres à établir l'origine des transactions ou la nature des opérations faisant l'objet de déclarations de soupçons auxquelles sont astreintes les personnes assujetties (personnes physiques et morales).

A sa demande, les personnes assujetties c'est-à-dire les banques, les établissements financiers, ONG, caisse d'épargne et de crédit, les services financiers, des postes, les sociétés d'assurance etc... ont l'obligation de communiquer toutes les informations lui permettant de vérifier le caractère illicite du mouvement de capitaux.

Outre cette loi uniforme, le Gouverneur de la BCEAO a par instruction n°01-2007/RB du 02/07/2007 prescrit les modalités d'application de la loi uniforme susvisée.

Cette instruction comporte plusieurs obligations vis-à-vis des banques : des obligations de vigilance générale et des obligations spécifiques de vigilance renforcée.

**- Autres projets de loi relatifs au financement du terrorisme :**

- la loi cadre relative à la lutte contre le financement du terrorisme dans les Etats membres de la CEDEAO adoptée par les Etats membres en juin 2007 à Banjul (Gambie) ;
- La Directive n°04-2007/CM/UEMOA du 04 juillet 2007, relative à la lutte contre le financement du terrorisme dans les Etats de l'UEMOA publiée par la commission de l'UEMOA afin que chaque pays s'approprie ce projet de loi et promulgue une loi distincte sur le financement du terrorisme.

Aux termes de l'article 27 relatif à l'obligation de transposition, les Etats membres doivent adopter au plus tard six (6) mois à compter de la date de la signature de la Directive, les textes uniformes relatifs à la lutte contre le financement du terrorisme.

**- Sur le gel des fonds, avoirs et autres ressources financières, conformément à l'alinéa C du paragraphe 1 de la résolution 1373 du 28 septembre 2001**

Outre le gel prévu par les dispositions déjà existantes, l'article 28 al.2 de la loi 2004-41 du 08 juin 2004 portant sur la lutte contre le blanchiment de capitaux dispose que « la Centif peut à titre exceptionnel sur la base d'informations graves, concordantes et fiables en sa possession, faire opposition à l'exécution de ladite opération avant l'expiration du délai d'exécution mentionné par le déclarant. Cette opposition est notifiée à ce dernier par écrit et fait obstacle à l'exécution de l'opération pendant une durée qui ne peut excéder 48 heures ».

L'article 399-26 du projet de loi susvisé prescrit le gel des avoirs, fonds, valeurs ou biens dès le déclenchement de la procédure.

La loi cadre relative à la lutte contre le financement du terrorisme qui sera transposée dans l'ordonnancement juridique interne des Etats dès qu'elle aura été entérinée par les Chefs d'Etat et de Gouvernement, a consacré tout un chapitre au gel de fonds.

Aux termes de l'article 10-1 du projet de loi précité, l'Autorité compétente ordonne par décision administrative le gel des fonds ou autres biens de personnes qui commettent ou tentent de commettre des actes terroristes ou de participer à des actes terroristes ou d'en faciliter la commission, des entités appartenant ou contrôlées directement ou indirectement par de telles personnes, ainsi que de personnes ou entités agissant pour le compte ou sur instructions de telles personnes ou entités, à l'inclusion des fonds ou autres biens provenant ou générés par des biens possédés ou contrôlés directement ou indirectement par de telles personnes ou de personnes ou entités associées.

L'alinéa 2 dispose que le gel devrait intervenir sans délai et sans notification préalable aux personnes concernées.

L'alinéa 3 énonce que le gel des fonds par décision administrative de l'autorité compétente ou autres biens des personnes désignées par le comité créé par la résolution 1269 à l'encontre d'Al Qaïda et des Talibans (Assemblée Générale des Nations Unies aux termes de la Résolution du conseil de sécurité S/RES/ 1267 - 1999).

Les autres dispositions font cas de mesures de contestation, des mesures administratives et des sanctions en cas de non-exécution.

La décision révisant les statuts du groupe Intergouvernemental de lutte contre le blanchiment d'argent (GIABA) étend ses attributions à la lutte contre le financement du terrorisme qui a été prise à Niamey par la 29<sup>ème</sup> session des Chefs d'Etat et de Gouvernement le 12 janvier 2006. De même les discussions sur la loi cadre en vue d'amender le texte ont eu lieu à Niamey en Novembre 2006. Le Niger prendra les mesures nécessaires pour intégrer les dispositions dans son ordonnancement juridique interne.

Enfin l'article 21 de la directive n°04-2007/CM/UEMOA relative à la lutte contre le financement du terrorisme dans les Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) oblige les Etats membres de prendre les mesures nécessaires au titre de la procédure de gel des fonds et autres ressources financières des terroristes, ainsi que de tous ceux qui financent le terrorisme et les organisations terroristes.

Par ailleurs, il dispose que les Etats membres doivent veiller à adopter des législations relatives au gel des fonds notamment le règlement n°14-2002/CM/UEMOA du 19 septembre 2002, relatif au gel des fonds et autres ressources financières dans le cadre de la lutte contre le financement du terrorisme dans l'espace UEMOA, ainsi que les décisions relatives à la liste des personnes visées par le gel des fonds.

En outre, le Niger se propose d'adopter, en vue d'interdire à toute personne de mettre de fonds, avoirs financiers ou ressources économiques, à la disposition des personnes mentionnées à l'alinéa d, du paragraphe.

#### **SUR LES ARMES (paragraphe 2 a. de la résolution)**

La convention de la CEDEAO sur les armes légères et de petit calibre, leurs munitions et autres matériels connexes, le code pénal nigérien (loi n°2003-25 du 13 juin 2003), le décret N°63-074/MJ du 23 avril 1963 et le décret 84-185/PRN complété par le décret 99-417/CAB/PRN du 20/12/1999 constituent le cadre juridique de lutte contre le trafic des armes au Niger.

Le Niger est le seul pays à avoir ratifié à ce jour la convention de la CEDEAO précitée. Cette convention renferme des dispositions sur le transfert des armes (chap. 3), la transparence et l'échange d'informations entre Etats (chap4) et les mécanismes opérationnels notamment le contrôle et la détention de telles armes, leur certification, leur marquage, leur collecte et leur destruction (chap. 5). L'harmonisation des mesures législatives des pays membres de la CEDEAO en ce qui concerne les armes est aussi prévue.

Sur le plan législatif, les articles 299 à 300 du code pénal traitent de la question des armes.

Ainsi aux termes de l'article 299 l'importation, la vente, le transport, la détention et le port des armes à feu ou à air comprimé, de balles, de cartouches et de poudres quelconques, ainsi que de tout explosif, sont interdits sur l'étendue du territoire de la République.

Toute personne qui aura importé, vendu, cédé, transporté, détenu ou porté sur le territoire de la République, les armes, explosifs ou munitions ci-dessus, énumérés, sera puni d'un emprisonnement de 2 à moins de 10 ans et d'une amende de 20.000 F à 200.000 F.

La même disposition prévoit la confiscation des armes, explosifs et munitions, objet de l'infraction. La tentative est punie comme le délit lui-même.



L'article 300 punit la fabrication sans autorisation de l'autorité publique des explosifs, armes à feu perfectionnées et des armes à feu dites armes de traite ainsi que celles des pièces détachées desdites armes et des munitions. Des peines prévues à l'article précédent ainsi que la confiscation des explosifs, des armes, des pièces et munitions, objet de l'infraction, ordonnée.

La combinaison de toutes ces dispositions permet de réprimer efficacement la détention et l'usage illicite de telles armes.

Au plan institutionnel et réglementaire, une commission nationale chargée de la collecte et du contrôle des armes illicites a été créée par décret n°99/417/CAB/PRN du 20/12/1999. Un projet pilote de collecte d'armes illicites et d'appui au développement durable a été mis en place et exécuté dans le département de N'guigmi.

Outre les articles 642, 642-1, 643, 647 du code de procédure pénale qui posent le principe « d'extrader ou juger », l'article 46 de la loi 2004-41 du 8 juin 2004 portant sur la lutte contre le blanchiment de capitaux dispose que « les juridictions nationales sont compétentes pour connaître des infractions prévues par la présente loi, commises par toute personne physique ou morale, quelle que soit sa nationalité ou la localisation de son siège, même en dehors du territoire national, dès lors que le lieu de commission est situé dans l'un des Etats membres de l'UEMOA..

Elles peuvent également connaître des mêmes infractions commises dans un Etat dès lors qu'une convention internationale leur donne compétence.

L'article 116 de l'ordonnance 99-42 du 23 septembre 1999, relative à la lutte contre la drogue au Niger dispose également que les tribunaux Nigériens sont compétents lorsque :

- l'infraction a été commise sur son territoire ou l'un des éléments constitutifs de l'infraction a été accompli sur son territoire ;
- l'infraction a été commise par un de ses nationaux ou par une personne résidant habituellement sur son territoire ;
- son auteur se trouve sur son territoire et qu'il n'est pas extradé ;
- enfin l'infraction a été commise à bord d'un navire que l'Etat du pavillon a autorisé, à arraisonner, à visiter et à prendre en cas de découverte de preuve de participation à un trafic illicite, les mesures appropriées à l'égard du navire, des personnes se trouvant à bord et de la cargaison.

La loi cadre relative à la lutte contre le financement du terrorisme dans les Etats membres de la CEDEAO, a prévu une telle compétence aux tribunaux nationaux (titre V, article 13).

Concernant les dispositions visant à réglementer les réseaux bancaires informels, la même loi consacre tout un chapitre aux passeurs de fonds (articles 54, 54-1, 54-2, 54-3).

Il y résulte notamment que les transports physiques transfrontaliers d'espèces et d'instruments négociables ou au porteur tant aux entrées qu'aux sorties des frontières doivent être sous surveillance et contrôle par la mise en œuvre de mesures réalistes édictées par l'Etat, afin qu'ils ne soient utilisés à des fins de financement du terrorisme.



De même l'article 17 de la directive n°04-2007/CM/UEMOA relative à la lutte contre le financement du terrorisme dans les Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine, prescrit aux Etats membres de s'engager à prendre des mesures afin de détecter les transports physiques transfrontaliers d'espèces et instruments au porteur, notamment par la mise en place d'un système de déclaration ou toute autre obligation de communication y afférente.

Ils doivent veiller à ce que des sanctions efficaces, proportionnées et dissuasives s'appliquent aux personnes qui ont procédé à des fausses déclarations ou communications.

## **B. LA DROGUE**

Outre les informations contenues dans notre dernier rapport, l'ordonnance 99-42 du 23/9/1999 portant code de la drogue consacre des dispositions pertinentes qui méritent d'être soulignées dans le présent rapport. Elle se caractérise par sa plus grande sévérité laquelle découle des dispositions de l'article 102 qui punit de l'emprisonnement à vie, l'incitation à l'usage illicite, à la commission des délits prévus aux articles 94 à 101 même si cette dernière n'aurait pas été suivie d'effet.

Elle intègre aussi toutes les préoccupations internationales notamment les aspects relatifs au blanchiment d'argent, au dépistage du blanchiment à la livraison surveillée. Elle consacre aussi les dispositions relatives à la surveillance et aux écoutes téléphoniques, à l'accès aux systèmes informatiques, à la mise sous surveillance de comptes bancaires et à la production de documents bancaires, financiers et commerciaux...

Ainsi aux termes de l'article 101, seront punis d'un emprisonnement de 10 à 20 ans et d'une amende de 50.000.000 F ou de l'une de ces deux peines seulement :

- ceux qui auront apporté leur concours à la conversion ou au transfert de ressources ou de biens provenant des infractions prévues aux articles 94 à 100 dans le but soit de dissimuler ou de déguiser l'origine illicite desdits biens ou ressources, soit d'aider toute personne impliquée dans la commission de l'une de ces infractions à échapper aux conséquences juridiques de ses actes ;
- ceux qui auront apporté leur concours à la dissimulation ou au déguisement de la nature, de l'origine, de l'emplacement, de la disposition provenant du mouvement ou de la propriété réelle des ressources, biens ou droits des infractions énumérées ci-dessus.

S'agissant de la compétence des juridictions nigériennes, l'article 116 dispose que les tribunaux du Niger sont compétents pour connaître des infractions prévues à la section V du présent chapitre lorsque :

- l'infraction a été commise sur son territoire ou lorsque l'un des actes qui constituent les éléments de l'infraction a été accompli sur le territoire nigérien ;

- l'infraction a été commise par un de ses nationaux ou par une personne résidant habituellement au Niger ;
- l'auteur se trouve sur le territoire nigérien et qu'il n'est pas extradé ;
- l'infraction a été commise à bord d'un navire que l'Etat du pavillon a autorisé à arraisonner, à visiter et à prendre en cas de découverte de preuve de participation à un trafic illicite, les mesures appropriées à l'égard du navire, des personnes se trouvant à bord et de la cargaison.

**Dispositions destinées à faciliter les enquêtes : (articles 118 et 119)**

Article 118 : traite de la garde à vue qui déroge aux règles de droit commun..

L'article 119 quant à lui, traite des perquisitions : celles-ci sont possibles à toutes heures du jour et de nuit lorsqu'elles ont lieu dans les locaux où sont fabriquées, transformées ou entreposées illicitement des drogues à haut risque, des drogues à risque ou précurseurs, équipements et matériels destinés à la culture, à la production ou la fabrication illicite desdites drogues ou dans les locaux où l'on use en société des drogues à haut risque.

Le contrôle dans les services postaux en vue de déceler les expéditions illicites de drogues est autorisé aux personnes habilitées à constater ou à réprimer les infractions (article 120). Les articles 122 et 123 de la précédente ordonnance traitent des livraisons surveillées.

Les personnes soupçonnées de participation aux délits prévus par la présente ordonnance peuvent être placées sous surveillance ou sur écoutes téléphoniques par les fonctionnaires compétents pour constater les infractions (article 125).

Enfin les articles 126, 127, 128 et 129 prescrivent respectivement l'accès aux systèmes informatiques, la mise sous surveillance des comptes bancaires, la production de documents bancaires, financiers et commerciaux et les mesures destinées à faciliter le dépiage du blanchiment.

**C Dans le domaine de la traite des personnes en particulier celle des femmes et des enfants :**

Le Niger après avoir ratifié la convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et son protocole additionnel visant à prévenir, réprimer et à punir la traite des personnes en particulier celle des femmes et des enfants, a élaboré un projet de loi tendant à intégrer les (2) Instruments ci-dessus dans l'ordonnancement juridique national. Il vise à :

- prévenir et combattre la traite des personnes, en particulier celle des femmes et des enfants ;
- protéger, soutenir et assister les victimes de cette traite en faisant respecter leurs droits fondamentaux ;
- punir les trafiquants pour toute infraction relative à la traite ;
- faciliter la coopération entre Etats Parties à la convention.

Ce projet de loi a été transmis au Secrétariat Général du Gouvernement pour adoption par le conseil des ministres.

Par ailleurs, il a été prévu la création d'une commission nationale contre la traite des personnes et une agence nationale de lutte contre la traite des personnes chargées d'adopter chacune dans son domaine d'intervention des politiques et programmes relatifs à la prévention de la traite des personnes et d'en assurer la mise en œuvre.

#### **D. Sur le droit d'asile**

Le droit d'asile est régi au Niger par la loi n°97-016 du 20/06/1997 et le décret n°98-382/PRN/MI/A du 24 décembre 1998 portant modalités d'application de ladite loi 97-016 du 20/06/1997.

Elle vise à contrôler et prévenir les entrées non autorisées.

Aussi aux termes de l'article 3 de la présente loi n'est pas considérée comme réfugiée toute personne tombant sous le coup des clauses d'exclusion suivantes :

1. avoir commis un crime contre la paix, un crime de guerre ou un crime contre l'humanité, au sens des Instruments Internationaux élaborés pour prévoir des dispositions relatives à ces crimes ;
2. avoir commis un crime grave de caractère non politique en dehors du pays d'accueil avant d'être admis comme réfugié ;
3. s'être rendu coupable d'agissements contraires aux objectifs et aux principes de l'organisation de l'Unité Africaine ;
4. s'être rendu coupable d'agissements contraires aux buts et aux principes des Nations Unies.

Par ailleurs, il existe une commission chargée d'admettre, d'annuler ou de retirer le bénéfice du statut des réfugiés appelée commission nationale d'Eligibilité au statut des Réfugiés au sein de laquelle siège le représentant du commissaire des Nations Unies en qualité d'observateur.

Les décisions de la commission sont susceptibles de recours auprès du Ministre chargé de l'Intérieur et ce, sans préjudice des autres voies de recours devant les juridictions compétentes.

Par cette disposition, on est en droit d'affirmer que le paragraphe 3 (f) de la résolution 1373 est pris en compte par la loi nigérienne. Il en est de même de la résolution 1269 (1999).

En effet avant d'accorder le statut de réfugié à un demandeur d'asile, la loi nigérienne exige que des vérifications préalables soient faites pour voir si l'éventuel requérant n'est pas dans un des cas prévus par l'article 3 ci-dessus. Même accordé, le bénéfice du statut des réfugiés prévu par la présente loi cesse d'être invoqué par la personne bénéficiaire si cette dernière a commis un crime grave de caractère non politique en dehors du pays d'accueil (5<sup>ème</sup> alinéa de l'article 4) ou si elle est reconnue coupable d'atteinte à l'ordre public et à la sécurité nationale (article 4 al. 8) ou si elle mène des activités subversives dirigées contre un autre Etat membre (article 4 al. 9).

Les demandeurs et les bénéficiaires peuvent également être expulsés, refoulés ou extradés du territoire nigérien pour des raisons de sécurité nationale ou d'ordre public.

Toutefois aucune décision d'expulsion ne peut être prononcée qu'après avis de la commission nationale d'éligibilité au statut à l'exception de 2 cas :

- raison de sécurité nationale ;
- raison d'ordre public.

### E. Sur l'extradition

D'une manière générale, l'extradition est régie par les traités bilatéraux ou multilatéraux auxquels le Niger est partie :

- Toutefois au plan interne, il existe des lois qui traitent de la question :
- la loi 61-33 du 14/08/1961 portant institution du code de procédure pénale modifiée par la loi 2003-026 du 13 juin 2003 et 2004-21 du 16 mai 2004 pose le principe de l'extradition en son article 647.

Il dispose que « tout étranger, qui hors du territoire de la République, s'est rendu coupable soit comme auteur, soit comme complice, d'un crime ou d'un délit attentatoire, à la société de l'Etat ou de contrefaçon du sceau de l'Etat, de monnaies nationales ayant cours légal, peut être poursuivi et jugé d'après les dispositions des lois du Niger, s'il est arrêté au Niger ou si le Gouvernement obtient son extradition ».

Nous constatons, toutefois que ni la procédure à suivre, ni les conditions dans lesquelles, elle peut être refusée n'ont été précisées par ledit code.

- la loi 2004-41 du 08 juin 2004 portant sur la lutte contre le blanchiment de capitaux :

Cette loi consacre sept articles à l'extradition. Il s'agit des articles suivants :

- o l'article 71 relatifs aux conditions de l'extradition ;
- o l'article 72 traite de la procédure simplifiée ;
- o l'article 73 est relatif au complément d'information ;
- o l'article 74 vise l'arrestation provisoire ;
- o l'article 75 traite de la remise d'objets ;
- o enfin l'article 116 al.1, 3<sup>ème</sup> tiré de l'ordonnance 99-42 du 23 septembre 1999, relative à la lutte contre la drogue au Niger traite aussi de l'extradition.

Par ailleurs dans le projet de loi cadre relatif à la lutte contre le financement du terrorisme dans les membres de la CEDEAO l'extradition a été largement abordée conformément aux préoccupations internationales.

Ainsi y sont traités les demandes d'extradition, les mesures de sûreté, la double incrimination, les motifs obligatoires de refus, les motifs facultatifs de refus, la transmission des demandes, le contenu des demandes, le traitement des demandes, les compléments d'information, la demande de confidentialité, le refus d'exécution, la procédure d'extradition simplifiée, la non- utilisation des éléments de preuve pour d'autres fins et les imputations des frais.

Toutefois aucun délai légal n'est prévu pour répondre à une demande d'assistance judiciaire ou d'extradition.

Cependant il ressort de la convention d'entraide judiciaire de la CEDEAO :

- qu'il revient à l'Etat Membre requérant de préciser le délai dans lequel il souhaite qu'il soit donné suite à sa demande (art.5-1-f)
  - qu'il est fait obligation à l'Etat membre requis, d'exécuter la demande d'entraide avec diligence (art.6-1).
  - que sur demande de l'Etat requérant, l'Etat requis peut informer le requérant de la date et du lieu de l'exécution de la demande pour son éventuelle présence (art.6-2),
  - lorsque la comparution d'une personne est demandée par un Etat membre, la demande doit parvenir à l'Etat requis au moins 60 jours avant la comparution
- Par ailleurs en matière d'arrestation provisoire si dans un délai de 20 jours après l'opération, l'Etat requis n'a pas été saisi de la demande d'extradition et des pièces mentionnées à l'article 18, celle-ci devra prendre fin.

## **F. LA LEGISLATION SUR L'ENTREE ET LE SEJOUR DES ETRANGERS**

L'entrée et le séjour au Niger sont réglementés par l'ordonnance 81-40 du 29 octobre 1981 relative à l'entrée et au séjour des étrangers au Niger et le décret n°87-076/PCMS/MI/MAE/C du 18 juin 1987 réglementant les conditions d'entrée et de séjour des étrangers au Niger.

Ces deux (2) textes régissent les étrangers et fixent les conditions de leur séjour et leur entrée, les conditions de leur refoulement, leur expulsion et les sanctions auxquelles ils s'imposent en cas de violation.

## **G. Sur les associations caritatives**

Le cadre législatif est constitué par :

- l'ordonnance 84-06 du 1er mars 1984, portant régime des associations modifiée successivement par l'ordonnance 84-50 du 5 novembre 1984 et la loi 91-006 du 20/5/1991 ;
- le Décret 92-252/PM/MF/P du 25 septembre 1992 portant modalités d'application de l'ordonnance 84-06 du 1<sup>er</sup> mars 1984 ;
- la note circulaire du 24 novembre 1995 concernant le protocole d'accord type entre une organisation non gouvernementale, et le gouvernement de la République du Niger.

Ces textes intervenus dans les années 1984 n'avaient pas intégré l'aspect financement du terrorisme.

Un projet de loi portant régime des associations et des organisations non-gouvernementales (ONG) vient d'être élaboré.

Ce projet de texte est partiellement conforme aux obligations imposées par la résolution 1373.

En effet pour empêcher que les fonds reçus par les organisations caritatives ne soient détournés à d'autres fins notamment dans les actions liées au financement du terrorisme et autres activités criminelles, les mesures suivantes y ont été intégrées.

Il s'agit essentiellement des obligations imposées auxdites organisations :

- l'obligation pour celles-ci de déclarer leurs sources de financement extérieures à l'autorité administrative du siège ainsi que les opérations couvertes par ledit financement dans un délai de 30 jours (article 14) ;
- la déclaration des requêtes de financement ;
- les copies de la convention de financement doivent être déposées au niveau de l'autorité administrative du siège ;
- le contrôle de l'utilisation de ces fonds par l'Etat chaque fois que de besoin (article 14)
- porter à la connaissance de l'autorité administrative qui a reçu la déclaration de fondation, tous les changements survenus dans leur administration ou direction ainsi que toutes les modifications apportées à leurs statuts (article 8) ;
- la consignation dans un registre spécial tenu au siège de l'association des modifications et changements intervenus, lequel est présenté aux autorités administratives ou judiciaires chaque fois que celles-ci en font la demande.

Il convient cependant de relever que ce projet de texte comporte des insuffisances.

En effet des points relatifs à la procédure d'inscription, aux déclarations obligatoires, aux donations, à la comptabilité et aux comptes bancaires n'y ont pas été intégrés.

Toutefois elles y seront dans le cadre de l'incorporation du projet de loi cadre de la CEDEAO relatif à la lutte contre le financement du terrorisme dans les Etats membres.

## **H. LUTTE CONTRE L'IMMIGRATION CLANDESTINE**

Le Niger pays Sahélo Saharien au cœur du continent et une frontière de plus de 5 km avec 1.267.000 km<sup>2</sup> de superficie et 5.500 km de périmètre et sa situation géographique est exposé à d'importants flux migratoires.

De part la proximité de ses frontières et l'insuffisance de ses moyens d'intervention, font du Niger un lieu où convergent trafiquants de drogues, bandits armés et immigrants clandestins souvent originaires des pays d'Afrique et même d'Asie et du Moyen Orient.

Pour lutter contre ce fléau et mieux surveiller ses frontières, le Niger est partie prenante au projet « Across Sahara » financé par l'Union Européenne dont l'objectif spécifique est de contribuer au développement d'une politique et de pratiques appropriées tendent à prévenir et à combattre la Migration Illégale ainsi que la traite des personnes et la contrebande.

Dans le cadre dudit projet plusieurs agents de police ont été formés en matière de gestion des frontières, des migrations, des points de contacts et des patrouilles.

Un accord similaire de lutte contre la criminalité et l'immigration clandestine, existe entre le Niger et le Nigeria.

Un projet de création d'une cellule antiterroriste est envisagé par la Direction de la Police Nationale. Dans la perspective de ce projet, des policiers et agents des

Forces Nationales d'Intervention et de Sécurité (FNIS) ont déjà bénéficiés de formation aux Etats-Unis et en Egypte.

## **I. LES DIFFERENTS TYPES DE DOCUMENTS DE VOYAGE DELIVRES AU NIGER**

Il existe trois principaux documents de voyage délivrés au Niger : il s'agit du passeport, du carnet de voyage CEDEAO et de la carte d'identité nationale.

Dans le cadre de la CEDEAO, il a été mis en place un passeport dit « passeport CEDEAO » qui est un document sécurisé, lisible à la machine et uniforme.

Il existe trois types de passeport : le passeport ordinaire, le passeport de service et le passeport diplomatique.

Le carnet de voyage délivré par le commissariat de résidence du demandeur, il n'est valable que pour 2 ans et ne peut être prorogé qu'une seule fois. Il n'est autorisé que dans les pays membres de la CEDEAO et n'est pas sécurisé.

La carte nationale d'identité rendue obligatoire depuis 1984, est délivrée à tout nigérien qui en fait la demande : elle n'est pas sécurisée.

Des dispositions pénales répriment la contrefaçon, l'usage, la falsification de ces documents de voyage : article 152 et suivants du code pénal.

## **V. Le cadre institutionnel**

Pour mieux assurer une efficacité dans l'application des conventions et des dispositions de sa législation, d'institutions chargées du suivi de ces conventions.

Il s'agit :

- du comité national contre le terrorisme créé en application de la résolution 1373/2001 du 28/09/2001 du conseil de sécurité des Nations Unies agissant en vertu du chapitre 7 de la charte nous avons largement développé dans notre rapport précédent ( Confère rapport 2004).
- La cellule nationale de traitement des informations financières (CENTIF), instituée suivant Décret n°2004-262/PRN/ME/F du 14/9/2004, en application de l'article 16 de la loi n°2004-41 du 8/6/2004 relative à la lutte contre le blanchiment des capitaux (confère supra).
- la Commission Nationale d'Elaboration des stratégies de lutte contre la corruption créée par Décret 2005-106/PRN/PM du 22/04/2005 modifiant et complétant le.

Décret n°2003-256/PRN du 17/10/2003. Cette Commission a une composition pluridisciplinaire (Institution de l'Etat et de la société civile). Elle a pour attributions d'étudier le phénomène de la corruption au Niger, de définir des stratégies de lutte, d'élaborer un programme d'action et de faire toutes suggestions et ou recommandations au Gouvernement dans le domaine de la lutte contre la corruption.

### **- La stratégie Nationale de lutte contre la Pauvreté :**

Le gouvernement de la République du Niger conscient de fait que la lutte contre la corruption, le Terrorisme et les autres formes de criminalités organisées tant nationales que transnationale ets fonction du niveau de développement et au regard du niveau de pauvreté de la grande majorité de la population a élaboré un



programme cadre de lutte contre la pauvreté ( SRP ) placé sous la haute autorité du Premier Ministre ;

- Le Programme Spécial du Président de la République à l'attention des couches les plus défavorisées et destiné à construire des mini barages, les salles de classes et les cases de santé en vue de rehausser le taux de scolarisation en particulier celui de la jeune fille et le taux de couverture sanitaire ou son volet vaches laitières ou crédit féminin.

#### IV. Les difficultés rencontrées

Le Niger est un vaste territoire qui partage des frontières avec sept (7) pays ; plus de 55.000 km de frontière dont 1.500 km avec le seul Nigeria et il dispose des ressources limitées.

Périodiquement, le pays est confronté à des situations de crise Alimentaire sévère. Il est indéniable que ses maigres ressources ne pourraient affecter en priorité qu' aux questions de survie ce qui entrave les efforts de lutte contre le terrorisme.

Outre l'absence d'un cadre approprié, la lutte est entravée par :

- l'insuffisance des équipements malgré : il a été souvent constaté que les forces de défense et de sécurité sont moins équipées que les groupes terroristes notamment en armement et au matériel de communication.
- l'insuffisance des effectifs tant en quantité qu'en qualité ;
- l'absence de moyens pour le comité national contre le terrorisme ;
- absence de corps de magistrats (Procureurs et Juges) spécialisés dans la lutte anti-terroriste et insuffisance d'une formation spécialisée pour les agents chargés de l'application de la loi (Police, Gendarmerie, Douanes, Forces Nationales d'Intervention et de Sécurité (FNIS) ;
- l'inexistence de certains services essentiels tels que les services de déminage, non implication de la population dans les efforts de la lutte contre le Terrorisme ;
- la faible motivation des agents de défense et de sécurité( la modicité de leur revenu) ;
- l'instabilité administrative du personnel formé en matériel de lutte contre le terrorisme.

Ces facteurs ci-dessus énumérés ne favorisent guère une lutte efficace contre le terrorisme qui nécessite par ailleurs des moyens conséquents..

En effet, la complexité de l'infraction exige de ceux qui ont pour mission d'appliquer la loi, une formation spécifique. Il est donc nécessaire de renforcer la capacité de tous les acteurs (magistrats, forces de l'ordre, comité national de lutte contre le terrorisme, militaires ,douanes etc...).

##### a) Renforcement des capacités des acteurs :

1 recrutement , annuel d'agents dans les corps chargés du contrôle des frontières, de la défense, de la sécurité , des enquêtes et répression

- formation des acteurs au Niger et à l'étranger,  
( Voir Initiative PAN-SAHEL)

##### b) Renforcement des capacités opérationnelles



**Dotation des Forces de Défense et de Sécurité, de l'Armée, de la  
Douane, en moyens logistiques importants et en moyens de communication  
adaptés etc....**

**Fait à Niamey, le 4 février 2008**

---